

REF : CDV – N° 2023-43

THEME : AUTRES DOMAINES DE COMPETENCES DES COMMUNES – CULTURE

OBJET : MEDIATHEQUE MUNICIPALE – DEMANDE DE SUBVENTION ACHAT D'ORDINATEURS

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 5 JUIN 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 26 mai 2023, le Conseil municipal s'est réuni le lundi 5 juin 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Christophe BLANC, Bertrand BONNAMOUR, Suzy CASSAR, Sylvie CHARDEYRON, Annie COLOMB, Denis COLLET, Radikah JUMMUN, Brigitte LIMODIN, Umus PERRONE, Eric TRINQUET,

Formant la majorité des membres en exercice.

**Absents excusés :**

Séverine DEBUS donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE

Nathalie TISSOT

**Absents non excusés :**

Mihrican AVCI

Nathalie ROMANET

Thomas GIRARD

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que la médiathèque municipale travaille en étroite collaboration avec le Conseil départemental, et en partenariat avec la bibliothèque départementale, dans le cadre du dispositif de soutien au développement des services en bibliothèque, il est proposé une subvention à hauteur de 40 % pour l'achat d'ordinateurs.

La médiathèque de Nantua souhaite s'engager sur la médiation numérique, l'e-inclusion et l'usage citoyen du numérique. Elle va donc déployer un projet d'action culturelle autour du numérique au dernier trimestre 2023.

Il s'agira de moments dédiés mensuels adressés selon les thématiques aux adolescents, aux adultes et aux familles. Ces moments seront réalisés en partenariat avec une conseillère numérique de HBA (Haut-Bugey Agglomération) et seront nommés « les focus numériques ».

Les axes et objectifs seront les suivants :

- la valorisation des ressources numériques de la bibliothèque départementale et de la médiathèque et en faciliter leur accès par la médiation (e-inclusion).
- l'éducation aux médias et à l'information (EMI) pour un usage citoyen d'internet.
- autres thématiques en fonction de l'actualité numérique (IA, ....).

Pour ce faire, la médiathèque aura besoin d'acheter 1 PC portable et 2 PC dédiés au public.

La demande de subvention sera déposer au conseil départemental de l'Ain service lecture publique.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS,

- **APPROUVE** le projet d'achat d'ordinateurs,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à déposer au Conseil Départemental de l'Ain, service lecture public, la demande de subvention.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,



Jean-PASCAL THOMASSET

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.